

INTOXICATION COLLECTIVE À LA RÉSIDENCE UNIVERSITAIRE NAHAS-NABIL DE CONSTANTINE

Cinq ans de prison requis contre les principaux accusés

Le procureur de la République près le tribunal correctionnel de Ziadia a requis une peine de 5 ans de prison ferme assortie d'une amende de 10 millions de centimes à l'encontre des principaux accusés dans l'affaire de l'intoxication collective ayant affecté, au début du mois de février dernier, plus de quatre cents résidentes à la cité universitaire Nahas-Nabil de Constantine.

Il s'agit des deux pâtisseries ayant préparé clandestinement les gâteaux affectant les résidentes (A. C. et H. T.), le fournisseur de gâteaux (R. L.) et celui du poulet (H. A.) ainsi que le chef du restaurant de la cité en question (A. R.), lesquels ont été placés, la semaine dernière, sous mandat de dépôt.

Et de requérir dans le cadre de la même affaire, une peine de trois ans de prison ferme assortie d'une amende de 10 millions de centimes à l'encontre du chef du service

restauration de la cité (S. A.) et le cuisinier en chef (N. B.), qui, eux, ont comparu en citation directe.

Les accusés ont répondu des chefs d'inculpation suivants : vente de produits alimentaires avariés, pour les fournisseurs et leurs employés, et utilisation de produits avariés pour les fonctionnaires de la résidence.

Rappelons que l'enquête diligentée par les services compétents pour déterminer la cause de cette intoxication collective a révélé que la pâtisserie proposée aux rési-



Près de 80 résidentes ont été hospitalisées.

dentes dans le dîner de cette nuit-là était frelatée

et le poulet avarié et que «le laboratoire» du four-

nisseur qui approvisionnait le restaurant de la cité

en gâteaux se trouvait sous la coupe d'une interdiction décidée alors par les services de la qualité.

Pour rappel, près de quatre-vingts sur les quatre cents résidentes intoxiquées ont été évacuées en urgence au service des maladies infectieuses du centre hospitalo-universitaire de la même ville où plus de dix victimes, dont l'état de santé a été jugé grave, ont été maintenues sous observation.

L'affaire est mise en délibéré pour quinze jours.

L. H.

TRIBUNAL CRIMINEL

Relaxe pour un juge accusé de corruption

Après deux reports, l'affaire du juge d'instruction Salim Tifouti, 39 ans, originaire de la wilaya de Skikda, et qui siégeait à la cour de Jijel, a finalement connu son épilogue. Dans son audience d'hier, le tribunal criminel de Constantine a rendu son verdict et acquitté ce juge, alors accusé de corruption, d'homosexualité et de divulgation du secret professionnel.

Selon l'arrêt de renvoi, les faits remontent à l'année 2003 lorsque le nom du juge en question a été révélé aux policiers par un plai-

gnant (A. S.) qui prétendait avoir déposé une plainte contre ses deux associés. Son affaire aurait été retardée par le juge d'instruction désigné pour enquêter en l'objet afin de l'obliger à payer une «commission».

Un intermédiaire, qui se trouve être l'ami d'enfance du juge d'instruction (H. B.) qui le présentait à ses supérieurs et à ses subalternes comme étant son frère, lui a demandé une somme de 250 millions de centimes pour que l'enquête tourne en sa faveur. Une

enquête a été diligentée pour déterminer les tenants de ces accusations.

Aussi, H. B., qui aurait abusé de son amitié, a été condamné par le tribunal de Jijel à quatre ans de prison pour escroquerie alors que Salim Tifouti, lui, a manqué aux appels des enquêteurs. Un mandat d'arrêt a été délivré en octobre 2005 à son encontre, mais les recherches n'ont abouti à rien.

Arrêté quatre ans plus tard après avoir été condamné par

contumace en décembre 2006 à 20 ans de prison ferme par le même juge qui a décidé hier de sa relaxe, il fera opposition pour, enfin, bénéficier de l'«acquiescement».

Notons que l'affaire a été reportée à deux reprises. D'abord, lors de la session criminelle précédente pour les besoins d'une instruction complémentaire et, ensuite, la semaine dernière à cause de l'absence des témoins.

L. H.

LES VIOLENCES EN MILIEU SCOLAIRE

Un prolongement d'un mal social

Les violences dans le milieu scolaire. Le voile est enfin levé sur ce phénomène social qui enregistre des proportions alarmantes, à tous les niveaux de la société, dont l'école est une partie indissociable de cet environnement global.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Le ministère de l'Éducation nationale a décidé de prendre le taureau par les cornes, en tentant une action de «dépistage» de ce fléau, à travers une nouvelle démarche préventive dans laquelle il associe des universitaires, des sociologues, des psychologues, des éducateurs et responsables institutionnels pour que tous ensemble réussissent à lutter contre la violence dans le milieu scolaire.

Mais avant tout, le ministre Boubekur Benbouzid, qui a présidé

hier une journée d'étude sur la lutte contre la violence en milieu scolaire, a tenu à répondre à «tous ceux qui croient que c'est l'école qui produit la violence» : «Beaucoup d'accusations ont été proférées à l'égard de l'école, la prenant pour responsable dans la prolifération de la violence.

Je le redis aujourd'hui, l'école algérienne est un lieu d'éducation et d'apprentissage», dit-il, précisant que «l'école fait partie d'un environnement global où la violence est répandue à toutes les échelles de la société, à commencer par

la famille». Appuyant les propos du ministre, le sociologue Nourdine Hakiki, directeur du laboratoire Changement social, de l'université de Bouzaréah, a présenté une étude sociologique comparative entre deux lycées d'Alger, portant sur les comportements violents des élèves.

Le laboratoire a choisi, pour ce travail, le lycée Cheikh Bouamama (ex-Descartes), connu pour son accueil des élèves issus d'une sphère sociale aisée et le lycée Okba, de Bab El Oued, qui, lui, accueille les enfants des quartiers populaires. Cette étude a ainsi porté sur l'analyse d'une série de comportements chez les deux catégories de lycéens, à l'exemple des

violences verbales, corporelles, les vexations, la marginalisation des camarades..., qui a révélé finalement que le comportement est identique chez les deux franges, malgré un niveau social différent.

Cela a amené le sociologue à étudier plusieurs autres hypothèses, qu'il a d'ailleurs exposées à cette occasion, où il évoque l'affaiblissement des valeurs sociales au sein de la famille algérienne. Une déperdition des repères socioculturels et historiques qui ont mené, en fin de chemin, la famille algérienne à adopter une attitude individualiste et égoïste même envers ses propres enfants.

Cette étude a diagnostiqué le mal de la violence à l'école en revenant à la

famille et la société. M. Hakiki a conclu à une espérance perdue chez les jeunes et les adolescents et aussi à l'inexistence d'une mémoire collective et d'une responsabilité sociale dans l'éducation des enfants.

Le rôle des parents dans cette lutte contre la violence apparaît, de ce fait, comme une condition incontournable pour la réussite des plans d'actions menés par les institutions publiques et l'école en particulier.

De son côté, le ministre de l'Éducation a affirmé que son département a adopté une réglementation très sévère pour punir les violences à l'école. Le dernier texte en date porte sur un décret exécutif, actuellement en préparation en conseil des ministres et

soumis hier d'ailleurs pour enrichissement par les spécialistes. Pour ce qui est des chiffres illustrant la violence dans le milieu scolaire, M^{me} Remki, directrice des activités culturelles et sportives de l'action sociale au ministère de l'Éducation, a présenté plusieurs tableaux évaluant la situation des violences depuis 2000 à 2007.

Insignifiants selon elle, vu que le pourcentage ne dépassant pas 1,5 % de taux de violence scolaire. L'oratrice a parlé toutefois de 29 000 cas de violences constatés entre élèves eux-mêmes.

Les violences verbales et le harcèlement psychologique viennent en tête de ces violences.

R. M.